

# La guerre en Ukraine a été provoquée

Jeffrey Sachs\*

Article original :

*The War in Ukraine Was Provoked*, publié en mai 2023 sur [consortiumnews.com](https://consortiumnews.com) et sur le site de Jeffrey Sachs, [jeffsachs.org](https://jeffsachs.org)

Traduction : [arretsurlinfo.ch](https://arretsurlinfo.ch) et [liege.decroissance.be](https://liege.decroissance.be)

Notes et mise en page : [liege.decroissance.be](https://liege.decroissance.be)

*En reconnaissant que la question de l'élargissement de l'OTAN est au cœur de cette guerre, nous comprenons pourquoi les armes américaines ne mettront pas fin à ce conflit. Seuls les efforts diplomatiques peuvent y parvenir.*

George Orwell a écrit dans 1984 que « *Qui contrôle le passé contrôle l'avenir : qui contrôle le présent contrôle le passé.* »

Les gouvernements travaillent sans relâche à déformer la perception du passé par le public. En ce qui concerne la guerre en Ukraine, l'administration Biden a affirmé à plusieurs reprises et à tort que la guerre en Ukraine avait commencé par une attaque non provoquée<sup>1</sup> de la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022.

En réalité, la guerre a été provoquée par les États-Unis d'une manière que les principaux diplomates américains avaient anticipée pendant des décennies avant la guerre, ce qui signifie que la guerre aurait pu être évitée et devrait maintenant être arrêtée par le biais de négociations.

Reconnaître que la guerre a été provoquée nous aide à comprendre comment y mettre fin. Cela ne justifie pas l'invasion de la Russie. Une bien meilleure approche pour la Russie aurait été d'intensifier la diplomatie avec l'Europe et le monde non occidental pour expliquer et s'opposer au militarisme et à l'unilatéralisme des États-Unis.

En fait, les efforts incessants des États-Unis pour élargir l'OTAN sont largement contestés dans le monde entier, de sorte que la diplomatie russe aurait probablement été plus efficace que la guerre.

## Deux provocations principales

L'équipe Biden utilise sans cesse le terme « non provoqué », tout récemment dans le [grand discours de Biden](#) à l'occasion du premier anniversaire de la guerre, dans une récente [déclaration de l'OTAN](#) et dans la dernière déclaration du G7.

Les grands médias favorables à M. Biden se contentent de répéter les propos de la Maison-Blanche. Le New York Times est le principal coupable, qualifiant l'invasion de « non provoquée » pas moins de 26 fois, dans cinq éditoriaux, 14 colonnes d'opinion rédigées par des rédacteurs du NYT et sept articles d'opinion rédigés par des invités.

Il y a eu en fait deux provocations principales de la part des États-Unis.

La première était l'intention des États-Unis d'étendre l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie afin d'encercler la Russie dans la région de la mer Noire par les pays de l'OTAN (Ukraine, Roumanie, Bulgarie, Turquie et Géorgie, dans l'ordre inverse des aiguilles d'une montre).

La seconde est le rôle joué par les États-Unis dans l'installation d'un régime russophobe en Ukraine par le renversement violent du président ukrainien pro-russe, Viktor Yanukovich, en février 2014. La guerre de feu en Ukraine a commencé avec le renversement de Yanukovich il y a neuf ans, et non en février 2022, comme le gouvernement américain, l'OTAN et les dirigeants du G7 voudraient nous le faire croire.

Biden et son équipe de politique étrangère refusent de discuter de ces racines de la guerre. Les reconnaître saperait l'administration de trois façons.



7 décembre 2015 : Le vice-président américain Biden rencontre le président ukrainien Petro Porochenko à Kiev. (Ambassade des États-Unis à Kiev, Flickr)

Premièrement, cela montrerait comment la guerre aurait pu être évitée, ou arrêtée plus tôt, épargnant à l'Ukraine sa dévastation actuelle et aux États-Unis plus de 100 milliards de dollars de dépenses à ce jour.

Deuxièmement, elle mettrait en lumière le rôle personnel de M. Biden dans la guerre, en tant que participant au renversement de M. Ianoukovitch et, avant cela, en tant que fervent partisan du complexe militaro-industriel et défenseur de la première heure de l'élargissement de l'OTAN.

Troisièmement, cela pousserait M. Biden à la table des négociations, ce qui saperait l'élan continu de l'administration en faveur de l'élargissement de l'OTAN.

## Vérifiez les archives

[Les archives](#) montrent de manière irréfutable que les gouvernements américain et allemand ont promis à plusieurs reprises au président soviétique Mikhaïl Gorbatchev que l'OTAN ne bougerait pas « d'un pouce vers l'est » lorsque l'Union soviétique démantèlerait l'alliance militaire du Pacte de Varsovie.

Néanmoins, les États-Unis ont commencé à planifier l'expansion de l'OTAN au début des années 1990, bien avant que Vladimir Poutine ne soit président de la Russie. En 1997, l'expert en sécurité nationale Zbigniew Brzezinski a établi [le calendrier de l'expansion de l'OTAN](#) avec une précision remarquable.

Les diplomates américains et les dirigeants ukrainiens savaient certainement que l'élargissement de l'OTAN pouvait conduire à la guerre. L'homme d'État américain George Kennan a qualifié l'élargissement de l'OTAN d'« erreur fatale », écrivant dans le [New York Times](#) que :

« On peut s'attendre à ce qu'une telle décision enflamme les tendances nationalistes, anti-occidentales et militaristes de l'opinion russe, qu'elle ait un effet négatif sur le développement de la démocratie russe, qu'elle rétablisse l'atmosphère de la guerre froide dans les relations est-ouest et qu'elle pousse la politique étrangère de la Russie dans des directions qui ne sont décidément pas à notre goût ».

William Perry, secrétaire à la défense du président Bill Clinton, a envisagé de démissionner pour protester contre l'élargissement de l'OTAN. Se souvenant de ce moment crucial du milieu des années 1990, [Perry a déclaré](#) ce qui suit en 2016 :

« La première action qui nous a vraiment mis sur la mauvaise voie, c'est lorsque l'OTAN a commencé à s'étendre, en intégrant des pays d'Europe de l'Est, dont certains étaient limitrophes de la Russie. À l'époque, nous travaillions en étroite collaboration avec la Russie, qui commençait à se faire à l'idée que l'OTAN pouvait être un ami plutôt qu'un ennemi... mais elle était très mal à l'aise à l'idée d'avoir l'OTAN à sa frontière et elle nous a demandé avec insistance de ne pas aller de l'avant ».

En 2008, William Burns, alors ambassadeur des États-Unis en Russie et aujourd'hui directeur de la C.I.A., a envoyé [un câble](#) à Washington dans lequel il mettait longuement en garde contre les graves risques liés à l'élargissement de l'OTAN :

Président des États-Unis, aussitôt suivi par Jens Stoltenberg, le [Secrétaire général de l'OTAN](#), Boris Johnson, le Premier ministre britannique, et les membres du G7 dans une [déclaration commune](#).

<sup>1</sup> Dès le premier jour de l'attaque de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, « attaque non provoquée » (*unprovoked attack*) est le terme qui a été utilisé par les dirigeants des pays membres de l'OTAN et communément repris par les médias de masse. À commencer par [Joe Biden](#),

« Les aspirations de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN ne touchent pas seulement un nerf sensible en Russie, elles suscitent de sérieuses inquiétudes quant aux conséquences pour la stabilité de la région. Non seulement la Russie perçoit un encerclement et des efforts visant à saper l'influence de la Russie dans la région, mais elle craint également des conséquences imprévisibles et incontrôlées qui affecteraient gravement les intérêts de sécurité de la Russie. Les experts nous disent que la Russie craint particulièrement que les fortes divisions en Ukraine sur l'adhésion à l'OTAN, avec une grande partie de la communauté ethnique russe opposée à l'adhésion, ne conduisent à une scission majeure, impliquant de la violence ou, au pire, une guerre civile. Dans cette éventualité, la Russie devrait décider d'intervenir ou non, une décision à laquelle elle ne veut pas être confrontée ».

Les dirigeants ukrainiens savaient pertinemment que toute pression en faveur de l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine serait synonyme de guerre. L'ancien conseiller de Zelensky, Oleksiy Arestovych, a déclaré dans une [interview en 2019](#) que « le prix à payer pour rejoindre l'OTAN est une grande guerre avec la Russie ».

Entre 2010 et 2013, Ianoukovitch a prôné la neutralité, conformément à l'opinion publique ukrainienne. Les États-Unis ont œuvré secrètement au renversement de Ianoukovitch, comme en témoigne [l'enregistrement](#) de [Victoria Nuland](#), alors secrétaire d'État adjointe des États-Unis, et de l'ambassadeur des États-Unis, Geoffrey Pyatt, planifiant le gouvernement post-Yanoukovitch quelques semaines avant le renversement violent de Ianoukovitch.

Mme Nuland indique clairement, lors de cet appel, qu'elle se coordonnait étroitement avec le vice-président de l'époque, M. Biden, et son conseiller à la sécurité nationale, M. Jake Sullivan, la même équipe Biden-Nuland-Sullivan qui est aujourd'hui au centre de la politique américaine à l'égard de l'Ukraine.

Après le renversement de Ianoukovitch, la guerre a éclaté dans le Donbass, tandis que la Russie revendiquait la Crimée. Le nouveau gouvernement ukrainien a demandé l'adhésion à l'OTAN, et les États-Unis ont armé et aidé à restructurer l'armée ukrainienne pour la rendre interopérable avec l'OTAN. En 2021, [l'OTAN](#) et l'administration Biden se sont fermement engagées à assurer l'avenir de l'Ukraine au sein de l'OTAN.

Dans la période qui a précédé l'invasion russe, l'élargissement de l'OTAN était au centre des préoccupations. Le [projet de traité OTAN-Russie](#) de Poutine (17 décembre 2021) demandait l'arrêt de l'élargissement de l'OTAN.

Les dirigeants russes ont présenté l'élargissement de l'OTAN comme la cause de la guerre lors de la [réunion du Conseil national de sécurité de la Russie le 21 février 2022](#). Dans son [discours à la nation](#) ce jour-là, Poutine a déclaré que l'élargissement de l'OTAN était l'une des principales raisons de l'invasion.

L'historien Geoffrey Roberts a [récemment écrit](#) :

« La guerre aurait-elle pu être évitée grâce à un accord russo-occidental qui aurait stoppé l'expansion de l'OTAN et neutralisé l'Ukraine en échange de solides garanties sur l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine ? C'est tout à fait possible ».

En mars 2022, la Russie et l'Ukraine ont fait état de progrès vers une fin rapide et négociée de la guerre sur la base de la neutralité de l'Ukraine. [Selon Naftali Bennett](#), ancien premier ministre israélien et médiateur, un accord était sur le point d'être conclu avant que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ne le bloquent.

Alors que l'administration Biden déclare que l'invasion russe n'a pas été provoquée, la Russie a recherché des options diplomatiques en 2021 pour éviter la guerre, tandis que Biden rejetait la diplomatie, insistant sur le fait que la Russie n'avait pas son mot à dire sur la question de l'élargissement de l'OTAN. En mars 2022, la Russie a fait appel à la diplomatie, tandis que l'équipe de M. Biden a de nouveau bloqué la fin de la guerre par la voie diplomatique.

En reconnaissant que la question de l'élargissement de l'OTAN est au cœur de cette guerre, nous comprenons pourquoi l'armement américain n'y mettra pas fin. La Russie fera tout ce qui est nécessaire pour empêcher l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine. La clé de la paix en

Ukraine passe par des négociations basées sur la neutralité de l'Ukraine et le non-élargissement de l'OTAN.

L'insistance de l'administration Biden sur l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine a fait de l'Ukraine la victime [d'aspirations militaires américaines](#) mal conçues et irréalisables. Il est temps que les provocations cessent et que les négociations rétablissent la paix en Ukraine.

—  
\* [Jeffrey D. Sachs](#) est professeur d'université et directeur du Centre pour le développement durable de l'université Columbia, où il a dirigé [l'Institut de la Terre](#) de 2002 à 2016. Il est également président du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations unies et commissaire de la Commission à haut débit des Nations unies pour le développement. Il a été conseiller de trois secrétaires généraux des Nations unies et est actuellement défenseur des ODD<sup>2</sup> auprès du secrétaire général Antonio Guterres. M. Sachs est l'auteur, plus récemment, de [A New Foreign Policy : Beyond American Exceptionalism](#) (2020). Parmi ses autres ouvrages, citons *Building the New American Economy : Smart, Fair, and Sustainable* (2017) et *The Age of Sustainable Development*, (2015) avec Ban Ki-moon.

<sup>2</sup> ODD : Objectifs de développement durable.